



# Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Recherche et Gestion des Savoirs  
RGS/AGC

Numéro 5 - Juillet/Août 2003

## Editorial

### *Vietnam : dix ans de coopération avec la France*

Le dixième anniversaire de la coopération franco-vietnamienne sera célébré les 28 et 29 juillet prochains à Hanoï, en présence d'Alain Lambert, ministre délégué au Budget et à la Réforme budgétaire, et cette date a une importance. En effet, il y a dix ans le Vietnam a commencé à sortir de son isolement économique et politique avec, notamment, sa réintégration dans les institutions financières internationales (1993), la levée de l'embargo américain (1994) et son adhésion à l'ASEAN (1995), conditions qui ont contribué à la normalisation de ses relations avec le monde extérieur, en particulier avec la France.

C'est dans ce contexte de détente que le président du sénat français, Christian Poncelet, vient de signer un accord de coopération sur le plan parlementaire destiné à promouvoir les échanges techniques entre les deux pays, envisageant plusieurs grands chantiers.

De même le succès récent des rencontres d'Hanoï sur la décentralisation, le développement local et la coopération internationale auxquelles ont participé collectivités territoriales vietnamiennes et françaises témoignent de la volonté de rapprochement des deux pays.

Réunifié en 1975, le Viet-nam, en proie à la pénurie de biens de consommation, à l'inflation et à la stagnation, a entrepris en 1986 une importante réforme, le Doi Moi, destinée à permettre au pays de passer d'une économie administrée à une économie libérale plus ouverte sur le marché mondial, en particulier dans le secteur agricole. S'il est devenu douze ans plus tard le 3<sup>ème</sup> pays exportateur mondial de riz, et s'il a vu son PIB augmenter de 7,5 % en moyenne par an, il a pu mesurer l'ampleur et les difficultés des transformations à opérer : nécessité d'accroître la productivité, de rénover les entreprises publiques et l'appareil d'Etat, de décentraliser, de lutter contre la bureaucratie et la corruption.

Enfin, le pays s'est trouvé confronté à de nouveaux problèmes comme le chômage, la fin de la gratuité des systèmes de soins et de formation, l'accroissement des inégalités économiques et sociales, les disparités persistantes entre villes et campagnes, les problèmes liés à l'urbanisation et auxquels il n'était pas préparé.

Aujourd'hui le Vietnam, porté par le dynamisme de la demande interne, affiche de bonnes performances. Tandis qu'en 2002, la croissance économique, estimée à 5,8%, a été l'une des plus fortes des pays d'Asie, les prévisions des institutions de Bretton Woods tablent sur un taux de 6% à 7,1% pour 2003/2004.

Faisant le pari d'être "essentiellement industrialisé à l'horizon 2020", le Vietnam redouble d'efforts pour mener de nouvelles réformes, notamment celle de son système bancaire dont la réussite devrait être déterminante pour sécuriser les investissements et préparer sa future adhésion à l'OMC. SS/BN

<http://www.dree.org/vietnam/>

*Le Monde, 28 janvier, 2 juin, 6 juin 2003*

*Far Eastern Review, 23 février 2003*

*Business Day, 23 juin 2003*

## Dans ce numéro

### L'EAU

Libéralisation du marché du poisson  
L'eau pour les hommes, l'eau pour la vie  
Dossier sur le port de Dakar  
Agenda

### LA TERRE

Terres de café  
Communications nationales des Parties sur  
l'effet de serre  
La désertification, problème mondial  
Agenda

### LES HOMMES

Démographie et économie  
Politiques foncières et pauvreté  
Etude de la transmission du paludisme  
Agenda

### LES ORGANISATIONS

Le retour des rois : les autorités  
traditionnelles et l'Etat en Afrique  
Rapport sur l'investissement dans le  
monde 2002  
Aide au développement et biens publics  
Agenda

### DROIT, REGULATION

Gouvernance foncière au quotidien  
Les quarante recommandations du GAFI  
Finance informelle et système financier  
Agenda

### GEOGRAPHIES

Travail, emploi et ressources humaines  
au Vietnam  
Le textile habillement dans les pays  
méditerranéens et les PECO  
Les choses vont-elles mieux au Sénégal ?  
Agenda

### Sources

## L'EAU

## ➤ L'ouvrage

*Liberalizing Fisheries Markets : Scope and Effects - La libéralisation du marché du poisson : étendue et effets - OCDE, 2003 - 384 p. - Cote A3.86*

Depuis quelques dizaines d'années, le secteur de la pêche vit des changements dramatiques. La production et le commerce ont considérablement augmenté. L'importance des pays en développement a grandi à la mesure de leurs efforts pour accroître leur pêche avec pour résultat une surexploitation dans les pays de l'OCDE. L'aquaculture a également connu une expansion significative. Une grande partie des variétés de poissons demandées sur le marché international est surexploitée. Certaines sont en nette diminution. Cet ouvrage démontre que beaucoup de pays de l'OCDE ne maîtrisent encore ni la quantité ni la taille des prises et qu'ils ne bénéficient pas pleinement des bénéfices de la libéralisation. Il souligne qu'à long terme, ils devraient souffrir du déclin inévitable de leur stock de poisson. D'après cette étude, les aides gouvernementales aux industries de la pêche auraient tendance à les déconnecter de la réalité et, sans des directives efficaces, ces subventions pourraient avoir aussi un effet négatif sur le commerce, le stock de poisson et donc la survie à terme de cette industrie.

## ➤ Le rapport web

*L'eau pour les hommes, l'eau pour la vie - Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau - UNESCO, 2003 - 576 p. - Résumé du rapport*

Ce premier rapport résulte de l'initiative conjointe de 23 agences des Nations Unies et forme l'une des principales initiatives du nouveau Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (World Water Assessment Programme, WWAP) lancé en 2000. Il est organisé en six sections principales : un historique, une évaluation des ressources mondiales en eau, un examen des besoins, des utilisations et des demandes ("Les défis touchant à la vie et au bien-être"), une étude minutieuse de la gestion de l'eau ("Les défis en matière de gestion"), sept études de cas représentatives faisant ressortir l'importance de différents scénarios, des conclusions et des annexes. Les deux sections consacrées aux « défis » reposent sur les sept défis identifiés lors du 2ème Forum mondial de l'eau qui s'est tenu en 2000 et sur quatre défis supplémentaires identifiés pendant la réalisation du présent rapport. L'ouvrage est étayé par des chiffres, tableaux et cartes qui proposent des informations par pays et présentent des encadrés illustrant les enseignements tirés. Le résumé couvre les points clefs du rapport.

<http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001295/129556f.pdf>

## ➤ L'article

*Dossier sur le port de Dakar - Le Marin, juin 2003 - pp.13-35 - Cote COLL*

Ce dossier est consacré au port de Dakar. Il regroupe des articles sur ses activités (commerce, pêche et transport de voyageurs), chiffres et statistiques à l'appui, le trafic, les projets d'investissements et les sociétés qui y exercent une activité, telles que SDV, la Compagnie sénégalaise de transports transatlantiques-Afrique de l'Ouest (CSTT-AO), Trans Sénégal, Dakarnave et Sopasen. Il montre notamment que, entre 2001 et 2002, le port a connu une progression de son tonnage assez intéressante, soit de 8% pour les conteneurs, de 40% pour les cargos, de 30% pour les minéraliers. Cette croissance serait due, d'une part, à l'augmentation du trafic de céréales et des vracs alimentaires et, d'autre part, au vaste programme d'augmentation des capacités de production des industries chimiques du Sénégal et la croissance du trafic des pondéreux, notamment les clinkers.

## ➤ L'agenda

- *Semaine mondiale de l'eau, 10-16 août 2003, Stockholm, Suède*
- *Ressources en eau des régions arides et semi-arides en Afrique, 3 septembre 2003, Gaborone, Botswana*
- *6ème symposium international sur la gestion des rivières, 2-5 septembre 2003, Brisbane, Australia*

## LA TERRE

### ➤ L'ouvrage

***Terres de café - Jeanguyot, M. ; Segurier-Guis, M. ; Duris, D. - CIRAD, 2003 - 141 p. - Cote M2.139***

Jusque vers 1950, le café qui se consommait en Arabie provenait d'Ethiopie et de nulle part ailleurs. Cueilli dans les montagnes d'Abyssinie sur des arbres sauvages, le café était acheminé vers le port de Zayla. Après une courte traversée, les bateaux le débarquaient dans les ports yéménites de l'autre côté de la Mer Rouge. A la suite des soufis, qui découvrent la boisson, le monde entier se prend d'engouement pour le café et en quatre ou cinq siècles le caféier conquiert plus de cinquante pays. Cet ouvrage illustré retrace l'aventure du caféier et des "maisons de café", lieux où la vie sociale trouve un épanouissement nouveau. Il décrit aussi la vie quotidienne de planteurs d'aujourd'hui, soumis aux conséquences de la mondialisation et des échanges. La production mondiale de café s'établit à 6,5 millions de tonnes par an, dont 65% d'arabica. Les principaux pays producteurs sont le Brésil (19,1 Mt) et la Colombie (10,3 Mt) suivis du Vietnam (8,3 Mt). 100 millions de personnes travaillent dans la filière du café, dont 25 millions dans la production. 5 millions de tonnes sont exportées par an, dont 85 % vers les Etats-unis, l'Europe et le Japon.

### ➤ Le rapport web

***Communications nationales des Parties incluses à l'Annexe I de la Convention : compilation et synthèse des troisièmes communications nationales - ONU, 2003 - Cote H4.199***

Selon ce rapport, présenté à Bonn aux 190 gouvernements membres de la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques, les émissions ont augmenté dans les principaux secteurs économiques. L'exception est la gestion des déchets, où les émissions ont légèrement décliné. Ces chiffres n'incluent pas les émissions et les absorptions dans le changement de l'affectation des terres et la foresterie. Cependant, ce rapport reconnaît que les gouvernements sont en train d'adopter un ensemble plus complet de politiques et de mesures, afin de faire face à leurs accroissements d'émissions. Parmi les exemples cités, ce rapport traite du commerce d'émissions, des taxes sur le carbone et des certificats verts. L'utilité du rapport est grandement renforcée par la rigueur croissante des rapports nationaux sous-jacents appelés "communications nationales" comprenant 100 communications nationales initiales de pays en développement et 31 de pays développés. En plus de ce rapport, l'ordre du jour de la réunion de Bonn prévoit également des négociations sur les modalités d'inclusion des projets de foresterie dans le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) relevant du Protocole de Kyoto.

<http://unfccc.int/resource/natcom/index.html>

➤ **Lire aussi** le dossier de RGS sur "Effet de serre, enjeux et débats - AFD, juin 2003

### ➤ L'article

***La désertification : problème d'envergure mondiale - ONU - Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la desertification, 2003 - 5 p. - Cote COLL***

La désertification consiste non pas dans l'extension naturelle des déserts existants, mais dans la dégradation des sols dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches. Ce rapport rappelle que la désertification menace 1/3 de la superficie des terres émergées du globe, soit plus de 4 milliards d'hectares, et menace aussi les moyens de subsistance d'environ 1 milliard de personnes vivant dans plus de 100 pays parmi les plus pauvres du monde. Les experts prévoient qu'en 2025 la réduction des terres arables devrait être des 2/3 en Afrique, d'1/3 en Asie et d'environ 1/5ème en Amérique du Sud. Dans les pays des zones arides d'Afrique et d'Extrême-Orient, la quantité d'eau disponible devrait y diminuer de moitié pour passer à 650 m3 par habitant. La désertification est en même temps la cause et la conséquence de la pauvreté qui oblige les populations à surexploiter les terres cultivables pour s'alimenter, se loger et disposer de sources d'énergie et de revenus. Aussi, pour être efficace, toute stratégie doit s'attaquer aux racines mêmes de la pauvreté en tenant compte des structures sociales et du régime de la propriété foncière.

### ➤ L'agenda

- **16<sup>ème</sup> congrès mondial sur l'ozone, 31 août- 5 septembre 2003, Las Vegas, USA**
- **1<sup>ère</sup> Conférence Européenne de l'Hydrogène Energie, 2-5 septembre 2003, Grenoble, France**
- **Conférence Internationale sur les stratégies d'urbanisation durables, 2-4 septembre, Weihai, Chine**

## LES HOMMES

## ➤ L'ouvrage

*Démographie et économie - Aglietta, M. ; Blanchet, D. ; Heran, F. La Documentation Française, 2002 - 343 p. - Cote H1.221*

Le 35ème rapport du Conseil d'analyse économique mesure l'influence et les conséquences de l'évolution de la démographie en France au regard du contexte européen et mondial, tant au niveau macroéconomiques que sur les perspectives en termes de politiques économiques et sociales. Sur ce dernier point, les questions de l'évolution du régime des retraites et du vieillissement de la population active constituent le principal sujet de préoccupation. Cette réflexion prend un certain relief au moment où les acteurs publics sont mobilisés sur la question des migrations internationales et les moyens de la réguler.

## ➤ Le rapport web

*Land Policies for Growth and Poverty Reduction - Les mesures de politiques foncières favorables à la croissance et à la réduction de la pauvreté - Deininger, K. - Banque mondiale, juin 2003 - 46 p.*

Dans ce rapport issu de trois années de recherche, la Banque mondiale préconise une meilleure politique foncière au profit des pauvres. Selon Nicholas Stern, si l'on veut augmenter les rendements agricoles, il est essentiel de protéger les droits fonciers des pauvres et des femmes, qui sont très souvent ignorés, et de permettre la cession de ces droits moyennant un prix faible. L'auteur considère qu'une politique foncière peu judicieuse est la cause de conflits sociaux au Cambodge, en Colombie, au Zimbabwe et en Côte d'Ivoire. En revanche, il souligne que certains pays en développement et en transition, tels que la Chine, le Mexique, l'Ouganda, la Thaïlande et des pays de l'Europe orientale, ont commencé à adopter une politique foncière qui élargit davantage l'accès à la propriété des terres. En effet, les restrictions imposées sur la location des terres dans des pays tels que l'Ethiopie, l'Inde et le Pakistan pour limiter l'exploitation des paysans pauvres, auraient donné des effets opposés à l'effet recherché en réduisant l'accès des pauvres à la terre et en encourageant une réglementation inutile ainsi que la corruption. Par exemple, des études portant sur la location de terres en Chine montrent que les terres louées augmentent en fait le revenu des anciens exploitants qui les louent et qui ont un nouvel emploi en dehors du secteur agricole. Le revenu de ceux qui louent et exploitent les terres augmente aussi.

[http://econ.worldbank.org/prr/land\\_policy/text-27809/](http://econ.worldbank.org/prr/land_policy/text-27809/)

## ➤ L'article

*Etude de la transmission du paludisme en 1999 dans la zone rizicole de la vallée du Kou (Bamar) (Burkina Faso) - Badet, T. ; Diabate, A. ; Guigembe, T.R. - Cahiers santé 2003 - pp. 55-60 - Cote COLL*

Une étude a été entamée en 1999 dans la vallée rizicole du Kou afin d'évaluer les niveaux de transmission du paludisme dans cette région au centre de laquelle un homme dormant non protégé reçoit plus de 60 000 piqûres par an. Elle a mis en évidence une nette augmentation de la transmission par rapport à une étude réalisée dans la même zone en 1984/1985 et une transmission plus importante par rapport à la savane environnante la même année. Cette transmission accrue dans une région de paludisme stable n'entraîne pas d'aggravation du paludisme-maladie du fait d'une saturation des piqûres infectées et de l'immunité protectrice établie dès l'adolescence. En revanche, son intensité et son rythme prolongé pourraient concentrer les accès sur les jeunes classes d'âge avec une acquisition plus précoce de la prémunition. A fin de protection, l'usage des moustiquaires imprégnées de pyréthrinoides apparaît, selon les auteurs, judicieux, d'autant plus que la nuisance importante favorise l'adhésion des populations à cette forme de protection et que le moustique le plus courant dans la région est parfaitement sensible à ces insecticides avec un risque réduit de résistance.

➤ Lire aussi le rapport de l'OMS sur "Malaria 2003"

[http://www.rbm.who.int/amd2003/amr2003/amr\\_toc.htm](http://www.rbm.who.int/amd2003/amr2003/amr_toc.htm)

## ➤ L'agenda

- *Epidémiologie du paludisme, 6-11 juillet 2003, Oxford, Royaume-Uni*
- *Université d'été sur la migration forcée, 7-25 juillet 2003, Oxford, Royaume-Uni*
- *Séminaire : Gérer les programmes VIH/SIDA dans les communautés des pays en voie de développement, 8-16 juillet 2003, Melbourne, Australie*
- *UNFPA - World Population Day, 11 juillet 2003*
- *Lancement du rapport sur le développement humain 2003, 11 juillet 2003, Maputo, Mozambique*
- *Conférence "R&D, Education et Productivité", 25-27 août 2003, Paris, France*

## LES ORGANISATIONS

## ➤ L'ouvrage

*Le retour des rois : les autorités traditionnelles et l'Etat en Afrique contemporaine - Perrot, Cl. H. ; Fauvelle-Aymar, F. X. - Karthala, 2003 - 568 p. - Cote ZAF.026*

Dans les années 1960, au lendemain des indépendances, le destin des rois en Afrique semblait scellé. Les royautes et chefferies africaines, souvent accusées d'avoir servi les intérêts des colonisateurs, paraissaient avoir perdu toute raison d'être dans le cadre de nouveaux Etats. Or, depuis les années 1990, de grands changements sont survenus. En effet, non seulement les autorités traditionnelles ont presque partout survécu, mais d'anciennes monarchies ont été restaurées par des chefs d'Etat républicains, comme au Ghana par exemple, tandis que de plus en plus fréquemment sont intronisés des fonctionnaires, hommes d'affaires, universitaires et autres membres de cette élite lettrée qui n'éprouvaient jusque là aucune attirance pour la position de chef. Les auteurs de ce livre collectif, qui donne la parole à des historiens du Sud, s'interrogent sur cette résurgence et sur ses modalités. Quel statut juridique et quelles conditions financières sont faites par les gouvernants aux rois, de quelles ressources matérielles ceux-ci disposent-ils vraiment, qu'est-il advenu des assises spirituelles de leur pouvoir ? Ils s'interrogent surtout sur les bénéficiaires principaux de cette renaissance. Au total, les auteurs convergent pour souligner qu'entre les deux formes de pouvoirs se dessinent des rapports nouveaux, plus proches de l'interpénétration que de l'opposition.

## ➤ Le rapport web

*Rapport sur l'investissement dans le monde 2002 : sociétés transnationales et compétitivité à l'exportation - UNCTAD-CNUCED, 2003 - 31 p. - Cote E2.149*

Selon les indices mis au point par la CNUCED pour évaluer le niveau et le potentiel de l'investissement étranger direct (IED) entrant, le rôle des sociétés transnationales dans la mondialisation de l'économie ne fait que croître mais les flux d'IED se sont contractés en 2001 et 2002 en raison du fléchissement de la conjoncture avec d'importantes différences selon les régions ainsi qu'entre les pays. Le renforcement de la compétitivité à l'exportation favorise le développement et l'évolution des réseaux internationaux de production et des sociétés transnationales et peut jouer un rôle en offrant des possibilités, mais aussi en créant des obstacles, aux pays en développement et en transition. Le rapport montre que les politiques de promotion de l'IED à vocation exportatrice évoluent compte tenu des règles de l'OMC sur les subventions à l'exportation, tandis que la promotion de l'investissement devient de plus en plus ciblée et intégrée dans une réponse globale au défi de la compétitivité et du développement. A cet égard, et d'après des estimations récentes, ce rapport souligne qu'il existe aujourd'hui 65.000 sociétés transnationales qui comptent environ 850.000 filiales étrangères dans tous les pays du monde.

[http://r0.unctad.org/wir/pdfs/wir02ove\\_A4.fr.pdf](http://r0.unctad.org/wir/pdfs/wir02ove_A4.fr.pdf)

## ➤ L'article

*Aide au développement : sommes-nous plus ou moins solidaires ? Daudin, G. ; Ventelou, B. - Revue de l'OFCE, n°85, 2003 - pp.299-310 - Cote COLL*

Cet article propose un bilan de l'évolution récente de l'aide au développement. Pour cela, il examine tout d'abord le montant global de l'aide et sa décomposition en grands indicateurs traditionnels de qualité (aide non liée, aide multilatérale, etc). L'article s'intéresse aussi aux nouveaux objets de l'aide, en utilisant la notion de "biens publics mondiaux" qui sert désormais de justification à l'aide internationale en proposant ainsi un nouvel indicateur de qualité de l'aide qui est son "contenu en biens publics". Sur la décennie 1990/2000, les auteurs constatent une évolution convergente des indicateurs de qualité vers une amélioration globale, compensant en partie la baisse quantitative des flux consécutive à la fin de la Guerre froide. Enfin, l'article s'attache à comparer la qualité de l'aide des Etats-Unis, de la France et de la Suède. Cette comparaison souligne que si la Suède apparaît comme un opérateur vertueux, la France et les Etats-Unis en revanche restent à la traîne, en particulier pour le "contenu en biens publics" de leurs aides.

## ➤ L'agenda

- *Entrée en vigueur de la Convention internationale des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs, 1<sup>er</sup> juillet 2003, ONU*
- *Réunion euro-méditerranéenne des Ministres du Commerce, 7 juillet 2003, Palerme, Sicile*
- *Sommet de l'Union Africaine, 10 juillet 2003, Maputo, Mozambique*
- *Conférence-débat sur la prochaine "Conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique, UNESCO, 26 juillet 2003, Paris, France*

## DROIT, REGULATION

## ➤ L'ouvrage

***Gouvernance foncière au quotidien en Afrique - APAD - Bulletin n° 22, décembre 2001 - 170 p. - Cote COLL***

Ce numéro regroupe un certain nombre de contributions autour du thème de la gouvernance foncière en Afrique. En introduction, il souligne le rôle paradoxal de la terre en Afrique. Il énumère les nombreux liens existant entre gouvernance et foncier et affirme qu'ils sont dans un rapport de causalité souvent contextuel et culturel. Deux premières études de cas sont proposées, l'une concernant la décentralisation et les conflits fonciers dans le nord ouest du Ghana, l'autre portant sur la gestion décentralisée des ressources forestières au Sénégal. Un article se penche sur les problèmes de transfert et de gestion des ressources publiques, tandis qu'un autre s'intéresse au rapport entre pouvoir local et coopération au développement à Ross-Betho. L'étude de cas relative à un village de la province de Houet est l'occasion d'aborder les questions des nouvelles transactions et de formalisation des transactions foncières dans l'ouest du Burkina Faso. Enfin, le dernier article intitulé "the rules which are going to stay" et qui aborde le sujet du point de vue des institutions et des ressources, s'appuie sur une étude de cas au nord Cameroun.

## ➤ Le rapport web

***The Forty Recommendations - Les quarante recommandations du GAFI FAFT - GAFI, 2003 - 24 p. - Cote E5.205***

Pour la deuxième fois depuis sa création en 1989, le Gafi a revu ses 40 recommandations qui établissent les normes internationales de lutte contre l'argent sale et le financement du terrorisme dans le monde. Cette révision renforce les principes concernant le devoir de vigilance vis-à-vis de la clientèle, étend le champ d'application de l'infraction de blanchiment de capitaux, améliore la transparence des personnes morales et des montages juridiques et encourage la coopération internationale ainsi que la déclaration de transactions suspectes. Il élargit également la définition des entreprises et des professions non financières participant à cet effort collectif. Outre les banquiers, les avocats, les experts-comptables et les notaires, les agents immobiliers ainsi que les directeurs de casinos ou encore les négociants en pierres et métaux précieux seront tenus de déclarer tout mouvement de fonds suspect. Autres mesures adoptées : l'interdiction des banques écran et la surveillance accrue des fonds des "personnes politiquement exposées". Enfin, le Gafi comptera désormais 33 membres, la Russie et l'Afrique du Sud ayant été admises dans l'organisation aux côtés des 29 pays déjà membres, de la Commission européenne et du Conseil de coopération du Golfe.

<http://www.oecd.org/pdf/M00042000/M00042331.pdf>

## ➤ L'article

***L'évolution de la finance informelle et ses conséquences sur les systèmes financiers - Lelart, M. - Problèmes Economiques, n° 2805, 2003 - pp. 10-17 - Cote COLL***

Alors que tous les pays ont connu au cours de leur histoire des pratiques traditionnelles d'épargne et de crédit identiques à celles qualifiées aujourd'hui de finance informelle dans les pays en développement, il a fallu attendre le début des années quatre-vingt pour que les institutions spécialisées dans le développement prennent réellement conscience de l'ampleur du phénomène et des avantages présentés par ces circuits parallèles de financement. Désormais, la microfinance, qui a émergé au cours des années quatre-vingt-dix, a supplanté la finance informelle. Elle constitue un univers très complexe et diversifié dont le développement a des conséquences nombreuses sur l'évolution des systèmes financiers locaux. Cet article fait le point sur l'émergence de la microfinance, les institutions de microfinance dans le paysage financier, les institutions de microfinance face à la réglementation, la microfinance et sur le secteur bancaire et l'avenir des systèmes financiers africains dans ce contexte.

## ➤ L'agenda

- *Gouvernance, état de droit et partenariat public-privé, 3 juillet 2003, Paris, France*
- *Journée préparatoire à la journée de travail sur la lutte contre la corruption, 10 juillet 2003, France*
- *Gouvernance partagée : la lutte contre la pauvreté et les exclusions, 14-18 juillet 2003, Yaoundé, Cameroun*
- *Second Forum consultatif sur la Gouvernance des entreprises, 21 juillet 2003, Nairobi, Kenya*
- *Conférence "Elections et responsabilisation en Afrique, 21-24 juillet 2003, Steyning, West Sussex, Royaume-Uni*
- *Groupe Egmont des cellules de renseignements financiers, 21-25 juillet 2003, Sydney, Australie*
- *Conseil du commerce et du développement, 28 juillet 2003, Genève, Suisse*

## GEOGRAPHIES

## ➤ L'ouvrage

*Travail, emploi et ressources humaines au Vietnam : quinze ans de renouveau - Henaff, N.; Martin, J. Y. - KARTHALA, 2003 - 322 p. - Cote H2.107*

Cet ouvrage a été réalisé à la suite d'un séminaire co-organisé à Hanoi par l'Institut de recherche pour le développement (IRD), le ministère vietnamien du travail (MOLISA), l'IUED et la Banque mondiale. Il se situe dix ans après le Renouveau (dois moi) des années 1990 à un moment où les problèmes du Viet Nam ont changé de nature, notamment du fait du mouvement d'intégration régionale et internationale. Il fait un bilan des évolutions connues par le pays depuis le milieu des années 1980, en particulier dans le domaine de l'éducation, des ressources humaines, du travail et de l'emploi, dimensions indissociables et fondamentales dans l'évolution contemporaine du Viet Nam. Les différentes contributions concernent notamment les politiques d'éducation/formation et les politiques d'emploi, la restructuration et la recomposition sociale, les stratégies des institutions et des entreprises, le développement des ressources humaines dans le contexte de la mondialisation et de la nouvelle économie du savoir, la rénovation des entreprises, de l'emploi et la gestion de la main d'œuvre et le rôle de la protection sociale dans la rénovation.

## ➤ Le rapport web

*Le textile habillement dans les pays méditerranéens et d'Europe centrale : l'enjeu de la compétitivité - Ministère de l'Economie des Finances et de L'industrie - Dossiers Les Enjeux Economiques Internationaux - DREE, 2002 - 21 p.*

Les pays méditerranéens et d'Europe Centrale (PECO) occupent une place limitée dans l'industrie mondiale du textile habillement mais la compétitivité de leurs industries n'en constitue pas moins un enjeu à la fois pour les économies de ces pays car le textile habillement y joue un rôle souvent considérable ; pour l'industrie textile européenne qui y dirige la moitié de ses exportations ; mais aussi pour l'Union européenne engagée dans un accord de partenariat avec les pays méditerranéens, car le textile habillement pèse lourd dans les échanges avec cette région. Dans ce dossier, sont regroupées des études sur les grands marchés du textile habillement, la dynamique des échanges, l'organisation des marchés, le rôle de l'industrie du textile/habillement sur le marché mondial, la concurrence sur le marché de l'UE, l'évolution des parts de marché, la position concurrentielle, la compétitivité prix, la main d'œuvre, le tissu industriel et enfin l'évolution de l'investissement dans ce secteur.

<http://www.dree.org/elargissement/RapportsSite/DREEDossierTH1202.pdf>

## ➤ L'article

*Les choses vont-elles mieux au Sénégal ? - DEFIS SUD, n° 55, 2002/2003 pp.13-35 - Cote COLL*

Le Sénégal jouit d'une assez bonne réputation : stabilité et alternance politique, presse libre et plurielle, bonnes relations internationales, succès macro-économiques, promotion de la femme, émigration inventive et dynamique, implication de la population dans la gestion locale... Mais, selon les auteurs, l'avenir des Sénégalais ne semble pas aussi radieux à l'aune de la mondialisation : en effet, la pauvreté persiste, le fondamentalisme progresse, les agriculteurs (qui représentent la moitié de la population) doivent se battre pour revendiquer leurs droits. Le monde paysan étant un secteur clef pour l'avenir du Sénégal, il serait salutaire de ne plus lui imposer des "programmes", mais de le laisser s'organiser et agir selon ses besoins. Ce dossier comprend 9 articles portant sur l'alternance politique 3 ans après, sur les Mourides (fraternité religieuse) face à la mondialisation, sur les malheurs d'un ajustement structuré, sur la filière arachide, sur la décentralisation sous contrainte, et enfin sur la communauté sénégalaise en Belgique.

## ➤ L'agenda

- *Assemblée parlementaire de la francophonie, 5-11 juillet 2003, Niamey, Niger*
- *Réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Union africaine, préparatoire au sommet qui s'ouvre le 10 juillet 2003, Mozambique*
- *Coopération interparlementaire (Afrique de l'Ouest), 7-11 février 2003, Ouagadougou, Burkina Faso*
- *10<sup>ème</sup> anniversaire de la coopération avec le Vietnam, 28-29 juillet 2003, Hanoi, Vietnam*
- *Conférence des pays enclavés - Nations Unies - 28-29 août 2003, Almaty, Kazakhstan*
- *Lancement du rapport sur la situation économique en Afrique 2003, septembre, Suisse*

Cette revue mensuelle des publications sur le développement prend le relais de Pressedoc, synthèse hebdomadaire d'informations externes du groupe de l'AFD dont la parution a été arrêtée en décembre 2002. Elle a pour ambition de donner, chaque mois de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle mettra chaque mois l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et **n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD** :

A propos ■ Africa confidential ■ African business magazine ■ African review of money finance and banking ■ Afrique agriculture ■ Afrique éducation ■ Aghrymet ■ Bulletin Alter-agri ■ Alternatives économiques ■ Alternatives internationales ■ Arabies ■ Archimède et Léonard ■ Les carnets de l'Aitec ■ Ashgate ■ Assexport ■ Autrepart ■ Aventure au XXème siècle ■ Banque magazine ■ Bois et forêts des tropiques ■ Bulletin de l'Union européenne ■ Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria ■ Bulletin du club du Sahel ■ Bulletin du Conseil général du Gref ■ Bulletin du Fmi ■ Bulletin du Parlement européen ■ Bulletin économie solidaire Ires ■ Bulletin Medcoop ■ Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse ■ Bulletin Objectif Terre ■ Bulletin officiel de la Banque de France ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom) ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom) ■ Bulletin tropical Cahiers/agriculture ■ Les Cahiers de l'Ifri ■ Les Cahiers de l'Outre-mer ■ Les Cahiers d'études et de recherches francophones ■ Cambridge Journal of Economies ■ Choix ■ La chronique Amnesty International ■ Commerce international du bois ■ Le Courrier de la planète ■ Le Courrier des Pays de l'est ■ Le Courrier du maire ■ Critique internationale ■ Déchets, sciences et technique ■ Diagoflash ■ Dialogue ■ Eau potable ■ Ecoliers du monde ■ Economia ■ Economica ■ Economie et humanisme ■ Economie et prévision ■ Economie et sociétés ■ Economie et statistique ■ Economie internationale ■ L'Economie politique ■ Economie rurale ■ Energie plus environnement et techniques ■ L'Environnement magazine, décision environnement ■ Revue études ■ Les études de la Dgcid ■ Etudes foncières ■ L'Expansion Management Review ■ Eyrolles ■ Faim et développement magazine ■ Far Eastern Economic Review ■ Finances et développement ■ Bulletin d'information forêt méditerranéenne ■ Forum du commerce international ■ Fraternel ■ Fruitrop ■ Gafi – bulletin d'informations ■ Géopolitique ■ Gérer et comprendre - annales des mines ■ Grain de sel ■ Gret ■ L'Harmattan ■ Health Policy and Planning ■ Hérodote ■ Hommes & migrations ■ Hydro plus magazine ■ Industry and Environment ■ Infosuma ■ Insee première ■ International Rubber Digest ■ IRD ■ Journal des Communautés européennes ■ Journal of African Economies ■ Journal of Microfinance ■ Khartala ■ Lettre Africa Energy Intelligence ■ Lettre d'information de l'Adea ■ Lettre d'information de l'Eadi ■ Lettre de conjoncture Bnp Paribas ■ Lettre de la profession bancaire ■ Lettre de l'Atibt ■ Lettre de l'Isted ■ Lettre de l'Océan indien ■ Lettre de Profession politique ■ Lettre de transparence ■ Lettre du blanchiment ■ Lettre du Cean ■ Lettre du Cepii ■ Lettre du Sahel ■ Lettre Gereso ■ Lettre mensuelle d'Equilibre et populations ■ Lettre mensuelle Ieom ■ Lettre mensuelle Iedom ■ Liaisons énergies francophonie ■ Litec ■ Maghreb sélection ■ Marchés des céréales ■ Marchés du riz ■ Le Marin ■ Middle East Economic Digest ■ Mining journal ■ Le Moci ■ Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment ■ Nord- Sud Export ■ Les Notes bleues de Bercy ■ Note de conjoncture de l'Insee ■ Notes et études documentaires ■ Notes rapides de l'Iaurif ■ Les Nouvelles calédoniennes ■ Les Nouvelles d'Addis ■ Nouvelles de l'Uit ■ Nouvelles du sud ■ Nouvelles économiques et financières de Tunisie ■ Les Nouvelles de l'Office international de l'eau ■ L'Observateur de l'Ocde ■ Observations et diagnostics économiques ■ Ocde ■ Oil World ■ Option finance ■ Péninsule ■ Perspectives de l'alimentation Fao ■ Perspectives économiques de l'Ocde ■ Pétrole & gaz informations ■ Peuples en marche ■ Politique africaine ■ Politique étrangère ■ Problèmes économiques ■ Repères émergents ■ Revue Cambodge actualités ■ Revue d'économie du développement ■ Revue d'économie financière ■ Revue d'économie industrielle ■ Revue d'économie politique ■ Revue de la stabilité financière ■ Revue des concessions et délégations de service public ■ Revue des transports urbains ■ Revue des questions humanitaires ■ Revue du Trésor ■ Revue économique et sociale ■ Revue humanitaire ■ Revue Tiers monde ■ Rice Situation and Outlook Report ■ Santé et travail ■ Savings and Development Sciences ■ Journal sécheresse ■ Small Enterprise Development Journal ■ Sociétal ■ Sugar and sweetener ■ Syfia international ■ Systèmes solaires ■ Techniques financières et développement ■ Techniques culturelles simplifiées ■ Transports urbains ■ Transport international Urbanisme ■ Vietnam Investment Review ■ Villes en développement ■ Vivre autrement ■ World Bank Economic Review ■ World Bank Research Observer ■ World Development ■ World Economic and Financial Surveys ■ World Economic Outlook.

**Responsable de la rédaction :**

Robert PECCOUD

**Coordination :**

Sylvie SCIANCALEPORE

Bertrand NORA

**Réalisation :**

Monique LAFFAITEUR

Annie LOPEZ-PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

Danièle SEGUI

**Saisie/mise en page**

Francine GILBERT